



à

État Major des Armées Françaises

Objet: Demande d'aide et intervention en faveur du Peuple de France et des intérêts supérieurs de la Nation

Messieurs les Généraux des Armées de France,

Dans le cadre de la protection et des intérêts supérieurs de la Nation et de ceux de sa population, nous, le Peuple souverain de France en appel à votre devoir en application aux statuts général des militaires (Art. L4111-1 à L4153-3) ainsi que conformément aux devoirs de chaque français de toutes professions civiles ou militaires et de tous grades, sans oublier les consignes propres au Bulletin officiel des Armées N°45 de décembre 2005 donnant à tout militaire l'ordre de désobéir si les ordres qu'il reçoit sont jugés contraires à l'éthique et de faire preuve de discernement, et des Articles 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, et 16 des Droits de l'Homme et du Citoyen votés du 20 au 26 août 1789, de la prise en compte de l'illégalité de la 5ème République Française et tenu compte des faits suivants:

France Du Peuple

Mouvement Citoyen Apolitique représentant le Peuple de France

www.francedupeuple.com

- **Les lois en France n'ont aucune base légales depuis 1848** car non promulguées par le Roi conformément au Code Civil de 1848 original seul reconnu en vigueur de par sa modification illégale car non faite par le Roi,
- **La constitution illégale de 1958 qui stipule que le Président de la République est le Chef des Armées est caduque** en référence à l'Article 5 de l'Ordonnance du 21 décembre 1958 qui précise que le Procureur est placé sous l'autorité et la hiérarchie du Garde des Sceaux et du Ministre de la Justice; il n'y a donc pas de séparation des pouvoirs comme le stipule l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) de 1789 dispose : «Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution»),
- **Tous les Gouvernements et Présidents successifs depuis 1848 sont illégitimes,**
- **L'ingérence de groupuscules et de Nations outre-Atlantique dans les affaires de l'Etat, en défaveur des intérêts supérieurs de la Nation et du Peuple de France et de sa mise en danger volontaire et consciente,**
- **La mise à mort de notre Nation souveraine prochainement intégrée à une Europe Fédérale en dépit du traité de Lisbonne, non ratifié par Monsieur Sarkozy, traité que seul le Président peu ratifier (Art. 52 de la constitution de 1958) signifiant que la France n'a jamais, d'un point de vue juridique, intégré cette Europe, faisant des directives européennes ordonnées des directives illégales, et de fait des élections européennes illégales par voies de conséquences,**
- **Nos fleurons industriels et technologiques sont illégalement vendues à des pays tiers (article 411-1 à 411-11 du Code Pénal) depuis 15 ans signifiant notamment des choix délibérés portant atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nations (Art. 410-1 à 414-9 du Code Pénal) et de notre volonté d'annuler juridiquement et officiellement ces ventes,**
- **Et tenant compte de l'article 1 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires stipulant et soulignant que l'armée de la République est au service de la Nation, que votre mission est de préparer et d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation et de son Peuple, précisant que l'état militaire exige en toutes circonstances loyalisme,**

France Du Peuple

Mouvement Citoyen Apolitique représentant le Peuple de France

www.francedupeuple.com

- **Les atteintes aux libertés fondamentales du Peuple de France par des lois liberticides passées de force via les 49.3 sans référendum du Peuple de France (Art. 11 de la Constitution Française).**
- **La violation de l'Article 3 et 4 de la Constitution Française de 1958 sur les atteintes à la liberté de se déplacer librement, d'alerter et de manifester, sans oublier l'imposition par voie du 49.3 de lois liberticides en défaveur et sans consultation du Peuple de France par voie de référendum,**
- **La violation de l'Article 35, 53 et 55** de la constitution caduque de 1958, aucune ratification régulière de l'Accord de sécurité franco-ukrainien signé le 16 février 2024 mettant directement la **Nation et le Peuple de France en péril** avec un risque de conflits avec la Fédération de Russie,
- **Que nous assistons à une déclaration de guerre contre la France:** contre son **territoire** avec une éventuelle intégration à une Europe Fédérale alors que le **Traité de Lisbonne n'a pas été ratifié** et que nous ne faisons pas partie, juridiquement parlant, de cette Union européenne, **guerre contre notre économie, guerre d'information** (manipulation médiatique et censure), **guerre contre le Peuple de France** mis en danger délibérément et **guerre contre nos enfants** avec la loi EVARS dès 4 ans en maternelle et portant atteinte à leurs intégrités intimes avec des dommages irréversibles de troubles de la personnalité multiple (crime contre l'humanité)
- **La prise de conscience et la nécessité de défendre et préserver le vivant sous toutes ses formes ainsi que la protection de l'environnement naturel biologique en interdisant toutes substances chimiques (engrais, pesticides etc) dans le milieu naturel et de l'interdiction de toutes modifications génétiques du vivants quelque soit sa forme (exemple: OGM...) en vue d'une transmission respectable et consciencieuse aux générations futures** d'un environnement naturel biologique viable et du vivant sous toutes ses formes que nous nous devons de protéger et préserver,
- **Notre volonté de condamner toutes personnes physiques ou morales de toutes nationalités ayant orchestrées et/ou participées aux crimes de haute-trahison (rétabli sur le futur contrat Peuple-Armée), des crimes contre l'humanité avec les injections de substances expérimentales (interdite par le Code de Nuremberg) et leurs conséquences, les crimes de pédocriminalité et autres groupements oeuvrant dans l'ombre et contre les intérêts de la Nation et du Peuple de France,**

France Du Peuple

Mouvement Citoyen Apolitique représentant le Peuple de France

www.francedupeuple.com

et notre volonté de sortir avec effet immédiat pour cause de force majeure vitale de l'OTAN, ONU, OMS et UNION EUROPÉENNE.

Nous sollicitons votre aide et intervention pour mettre en sécurité la Nation et le Peuple de France ainsi que nos enfants, rendre justice, abolir la représentativité politique, source de tous nos maux et dangers et qui ont failli à leurs devoirs et trahis la Nation et le Peuple de France pour rendre au Peuple de France sa pleine et entière liberté et souveraineté.

Nous visons à être reçus par l'Etat Major des Armées de manière officielle avec les représentants du mouvement «France Du Peuple» et avocats afin d'exposer les revendications du Peuple de France en vue de la mise en place d'un Contrat Peuple-Armée dans l'intérêt de la Nation et de l'avenir de la France et des générations futures et le rétablissement de la pleine et entière souveraineté du Peuple de France, qui ne peut se faire sans votre concours tel que le stipule la loi de façon légitime.

Fin de transmission.

Le Peuple Souverain de France

France Du Peuple

Mouvement Citoyen Apolitique représentant le Peuple de France

www.francedupeuple.com